



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le

28 JUIL. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

C-LOGISTICS BAT A

C-LOGISTICS 120-126 Quai de Bataclan
33000 Bordeaux

Références : E/25- 1810
Code AIOT : 0006514380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement C-LOGISTICS BAT A implanté ZAC de la Fontaine du Berger, Entrepôt SM1, 77 230 Saint-Mard. L'inspection a été annoncée le 20/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- C-LOGISTICS BAT A
- ZAC de la Fontaine du Berger Entrepôt SM1 77230 Saint-Mard
- Code AIOT : 0006514380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un entrepôt de stockage classé à Autorisation sous la rubrique n° 1510 de la nomenclature des ICPE et pour lequel il dispose de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/054 du 7 novembre 2017. Il est également classé à Déclaration sous les rubriques n) 2910-A-2 et N° 2925.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	PLAN D'OPÉRATION INTERNE	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	ÉTAT DES STOCKS	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 8.1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	SÉPARATIONS DES DÉCHETS	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 5.1.2	Sans objet
3	RESSOURCES EN EAU	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.4.4	Sans objet
6	PROTECTION CONTRE LA Foudre	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.3.3	Sans objet
8	ÉVACUATION DU PERSONNEL	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 8.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure un suivi régulier de son établissement en effectuant dans les délais les contrôles réglementaires et les opérations de maintenance.

Quelques points restent à finaliser pour lesquels il devra transmettre les justificatifs (porte CF, détection de gaz du local de charge n°2, extincteurs, désenfumage et installations électriques).

L'exploitant devra également travailler à la réalisation d'un état des stocks à minima hebdomadaire, indiquant la nature et la localisation des produits stockés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SÉPARATIONS DES DÉCHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement au leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du Code de l'environnement. [...] Les déchets d'emballages visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie. [...]
Constats : L'exploitant effectue le tri des différents types de matériaux dans des bennes et containers dédiés afin de faciliter le recyclage vers les filières appropriées. L'enlèvement est réalisé par la société PAPREC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite les éléments justifiants de la vérification des moyens de lutte contre l'incendie suivant: - <u>Sprinklage</u> : Il n'y a pas de remarque sur l'entretien de la réserve réalisé le 28/12/23, sur la visite triennale effectuée le 12/09/24 et sur la visite annuelle GMPD effectuée le 28/01/25. Trois observations sont relevées sur la vérification hebdomadaire ne remettant pas en cause son fonctionnement (Défaut contact vanne, point HS sur Baltic / bac de rétention non étanche, prévoir livraison GNR). L'installation est conforme et opérationnelle.

- Portes CF: vérifiées en date du 20 au 21/01, du 10 au 12/02 et le 20/03/2025. Le rapport mentionne une porte coulissante à réparer. L'exploitant a indiqué que la réparation est prévue le 28/07/25.

- Détection de gaz: le rapport d'entretien indique l'absence de coupure de l'alimentation électrique suite à la détection de gaz dans le local de charge n°2. L'exploitant a transmis le diagnostic de recherche de panne et a indiqué qu'une commande est en cours de validation.

- Système de sécurité incendie (SSI): vérifié le 05/02/25, l'exploitant a également transmis plusieurs justificatifs de travaux effectués. L'installation est fonctionnelle.

- Robinets d'incendie armés (RIA): vérifiés le 20/03/25, l'exploitant a présenté les justificatifs de fin de travaux des non-conformités constatées au cours de la visite annuelle.

- Extincteurs: vérifiés le 24/12/24, 180 extincteurs n'avaient pas pu être vérifiés à cause d'une procédure spécifique sur ces modèles faisant l'objet d'un rappel constructeur. Ces 180 extincteurs ont été vérifiés le 11/07/25, 7 sont à remplacer car non-opérationnels. Un devis est en cours pour le remplacement ce mois-ci.

- Désenfumage: vérifié en 06/2025, l'exploitant n'avait pas encore reçu le rapport le jour de la visite mais a précisé qu'il n'y avait pas d'observations comme dans le rapport de vérification de 2024 transmis par l'exploitant.

Installations électriques: voir le point n° 5 du présent rapport.

Protection contre la foudre: voir le point n° 6 du présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre les justificatifs des travaux de mise en conformité en cours (porte CF, détection de gaz LDC n°2, extincteurs et désenfumage).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : RESSOURCES EN EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Débit des poteaux incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- Un système de détection et d'extinction automatique, de type sprinkler ESFR conforme à la norme NF EN 12845 approprié à la nature des stockages, conçu et installé conformément aux normes en vigueur. Cette installation comprend :

- Un local équipé d'un groupe motopompe diesel ;
- Une cuve aérienne de 845 m³ (volume déterminé selon la norme NFPA et NF EN 12845) assurant l'alimentation en eau.

<p>- Une défense extérieure contre l'incendie assurant en toutes circonstances un débit minimal de 540 m³/h (soit 1080 m³ pour 2 heures) fourni comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 360 m³/h délivrés une réserve incendie d'une capacité totale de 720 m³ et équipée de six plateformes d'aspiration , • 180 m³/h répartis sur 3 hydrants alimentés par le réseau d'adduction d'eau. <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis un test de débit en simultané pour 3 PI privés conformément à l'arrêté préfectoral de 2017, réalisé en date du 20/03/2025 et indiquant un débit de 117 m³/h pour le poteau n° 8, 60m³/h pour le n° 7 et 60m³/h pour le poteau n° 9 soit 237m³/h pour 180m³/h demandés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : PLAN D'OPÉRATION INTERNE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.2.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exercice POI</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Le P.O.I et ses mises à jour successives sont transmis au service d'incendie et des secours et à l'inspection des installations classées. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie par mise en œuvre du plan d'opération interne. Il est renouvelé, à minima, tous les deux ans. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué avoir déclenché son POI le 20/02/25 suite à un départ de feu sur les cellules de comptage du transformateur électrique n°1. Le POI s'est déroulé correctement avec l'appel aux services de secours, à la direction et à l'unité départementale de Seine-et-Marne de la DRIEAT IF. Le personnel et les chauffeurs présent sur site ont bien évacués les locaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmette la dernière version à jour de son POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Les Installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. [...]
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de vérification électriques suivants : <ul style="list-style-type: none">- Q19, réalisé en date du 01/04/25, indiquant que les installations électriques sont correctement maintenues et que le risque d'incendie électrique est faible ;- vérification périodique, réalisé du 25 au 28/03/25, indiquant la présence de non-conformités ;- vérification Q18, réalisé du 25 au 28/03/2025, indiquant des écarts pouvant entraîner un risque d'incendie ou d'explosion. L'exploitant a indiqué être en cours de commande d'une prestation pour effectuer les travaux de remise en conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les justificatifs de levée des non-conformités lorsque les travaux auront été finalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 7.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des équipements de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : [...] Les dispositifs de protection contre la foudre sont vérifiés conformément à la réglementation en vigueur, et en particulier conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de vérification complète réalisé le 26/09/2024 ainsi que le rapport de vérification visuelle réalisée le 17/06/2025. L'exploitant a également transmis l'attestation de réception de chantier levant les réserves constatées au cours des deux dernières vérifications. Cette attestation datée du 15/07/2025 confirme la réception des travaux réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : ÉTAT DES STOCKS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 8.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. Cet état des stocks doit permettre de vérifier à tout instant le respect des seuils de classement des installations, la nature et la quantité des produits entreposés. [...]
Constats : L'exploitant a fourni un état des stocks génériques basés sur la quantité autorisée de l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit préciser la nature des produits et la quantité de matières combustibles dans les différentes cellules de l'entrepôt. Cet état des stocks doit être annexé à un plan de l'établissement afin d'avoir une lecture rapide par le SDIS en cas d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : ÉVACUATION DU PERSONNEL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exercice d'évacuation
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'un exercice d'évacuation était réalisé deux fois par an. Le dernier a été effectué en date du 22/04/2025.
Type de suites proposées : Sans suite